

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue fernaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 290 JEUDI 30 NOVEMBRE 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

L'Europe du Capital en bonne voie...

On pourrait croire, à les entendre se disputer âprement sur la conception et l'étendue des pouvoirs de l'Assemblée européenne, que l'on retombe dans le schéma classique de l'opposition entre les partisans du rapprochement des peuples et les partisans du nationalisme le plus rétrograde. Rien n'est plus faux! Le fait que ce problème divise et la majorité et l'opposition ne doit pas faire illusion. Le véritable problème de fonds de la construction européenne se situe à deux niveaux : l'un est d'ordre géopolitique et a trait au rééquilibrage des blocs qui se partagent l'univers, l'autre est d'ordre économique et financier et vise au renforcement et à la survie d'un système capitaliste menacé dans ses fondements mêmes.

La polémique entre les différents partis politiques sur l'élargissement ou non des pouvoirs et compétences de l'Assemblée européenne n'a remplacé la précédente polémique sur l'élargissement de la Communauté de 9 à 12 que parce que ces deux problèmes sont intimement liés. La politique adoptée par les différents partis sur ces deux problèmes permet d'ailleurs de dévoiler leurs véritables motivations. Qu'on en juge plutôt au travers de la politique choisie par le PCF.

En effet, si le débat sur l'élargissement de la CEE a tourné court, c'est essentiellement parce que les partisans de l'intégration de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce ont admis très vite que cette intégration avait pour condition une période d'adaptation économique et monétaire pouvant aller jusqu'à 10 ans. D'autre part, les partisans de l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg ont également admis qu'une telle évolution ne pouvait être que progressive, au fur et à mesure de la consolidation du système déjà mis en place. Cela signifie en clair que plus l'intégration sera profonde entre les neuf membres d'aujourd'hui, plus le délai sera long pour que les 3 postulants à l'intégration réunissent les conditions nécessaires. Par conséquent, il est tout aussi incohérent de défendre l'une et l'autre thèse. Ou bien l'on veut élargir immédiatement la Communauté, et il faut admettre que l'intégration en sera moins poussée, ou bien l'on veut éviter la naissance d'une Europe supranationale, et il faut alors pousser à son élargissement maximum pour en rendre la construction impossible.

Et si les partis adoptent une attitude aussi incohérente, c'est qu'ils tentent de nous cacher le véritable fonds du problème. Voyons donc quelles peuvent être les conséquences de la construction de l'Europe au niveau international. Avec la puissance réunie des neuf membres actuels, la CEE dépasse en capacités économiques aussi bien les Etats-Unis que l'URSS. Il s'agit donc bien là, qu'on le veuille ou non, de la création à terme d'un nouveau bloc se posant en concurrent sérieux des deux autres. Ce n'est pas pour rien que les adversaires mêmes de l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée font une priorité de l'organisation d'une défense militaire commune ; et ce n'est pas pour rien non plus que la Chine a depuis longtemps regardé avec complaisance la naissance de l'Europe, c'est qu'elle cherche, elle aussi, à constituer une troisième force capable de faire pièce, au niveau mondial, aux prétentions des deux grands d'aujourd'hui. Le partage de Yalta est devenu caduc, et tous les impérialismes ont engagé la lutte pour parvenir à un nouveau partage du monde qui leur soit plus favorable.

Comment dès lors s'étonner que le PCF ne veuille à aucun prix participer à la construction d'une Europe dont il sait pertinemment qu'elle a pour but de combattre plus efficacement l'URSS ? Mais comment ne pas s'étonner que de prétendus communistes dépassent en chauvinisme et en nationalisme le programme du parti le plus rétrograde en la matière : le RPR ? C'est que chacun a d'ores et déjà fait ses comptes, et que le RPR et le PCF, entres autres, savent qu'ils seront largement minoritaires dans cette Assemblée. Oui, la campagne pour les élections européennes de juin 79 est déjà ouverte. Voilà un événement qui vient fort heureusement se placer dans un vide de perspectives électorales et qui va permettre à l'opposition réformiste de patienter en attendant 81...

Mais il ne faut pas oublier que la construction de ce troisième « bloc » est d'abord conditionnée par une consolidation économique et monétaire qui est loin d'être atteinte par l'ensemble des pays de la Communauté, exceptée peut-être la RFA. Pour parvenir à leur objectif, les Etats membres viennent de décider la mise en place d'un système qui, pensent-ils, a plus de chance de réussir que le défunt « serpent monétaire ».

Ce système, appelé « système monétaire européen » (SME) fera appel à une unité monétaire fictive, appelée l'ECU, qui indiquera la tendance moyenne des différentes monnaies de la Communauté. Aucune des monnaies qui font partie du SME ne devront s'écarter de plus de 2,5% de la tendance indiquée par l'ECU. Jusque là, rien de plus qu'un vulgaire « serpent monétaire ». Mais la nouveauté consiste en une certaine obligation (appelée pudiquement « présomption d'action ») pour les Etats qui s'écarteraient de la norme prescrite de faire en sorte que leur monnaie rentre dans le rang, tandis que les autres Etats s'engageraient en quelque sorte à ne pas contrarier les efforts du partenaire, mais au contraire à l'aider économiquement.

(suite page 8)

VERS L'EUROPE DES GROS SOUS



UNE BRETAGNE LIBRE, POURQUOI PAS ?

A OÛT 1932, l'organisation secrète Gwen ha Du fait sauter le monument de l'union de la Bretagne à la France, représentant la Bretagne à genoux implorant le roi assis sur son trône.

Juin 1978, le Front de Libération de la Bretagne plastique le château de Versailles, symbole du centralisme français.

46 ans se sont écoulés entre ces deux actes symboliques, 46 années durant lesquelles des Bretons ont fait un choix : celui de la révolte, parfois de la violence, pour porter aux yeux de

tous ce que quatre siècles de centralisme niveleur avait englouti dans les poubelles de l'histoire. 46 ans que les étatistes de tous bords se sont évertués à minimiser, à dénaturer, mettant en avant chaque égarement, chaque « erreur politique » afin de masquer leur propre réalité : celle des destructeurs de tout particularisme, celle du refus de la différence, celle de tous ceux qui, de la royauté à nos républiques, ont écrasé méthodiquement tout ce qui était autre, qu'il s'agisse des Basques, Occitans, Bretons, de juifs, Arabes, homosexuels, femmes, etc.

Lorsqu'un individu se lève et dit Bretagne, les adeptes du « parti de l'Etat » transposant leurs propres fantasmes, répondent par une caricature, trop souvent acceptée, où l'on voit apparaître une minorité de fanatiques désireux de recréer une forteresse étatique en guerre contre le « peuple de France ». Une telle vérité ainsi assénée permet de clore le problème avant même de l'avoir abordé et d'y apporter la seule solution possible à un Etat : la répression (rappelons-nous l'accueil fait par ce bon peuple de France à l'annonce du plastique de Versailles - de la gauche à la droite, eux qui se repaissent dans leurs livres d'histoire de tous les pillages commis par nos braves généraux, qui passent leur dimanche à contempler ces recels qui trônent pour la plupart sur nos places et dans nos musées, les

voilà qui, unanimement, se sont dressés, vénérant ces trois pierres éclatées, ce palais symbole de l'exploitation de tout un peuple, de toute la misère engendrée par le « grand siècle »).

Mais y a-t-il réellement un problème breton, un problème basque, etc. ? Si l'on en croit M. Sanguinetti, qui n'a rien d'un révolutionnaire, dans *Le Figaro* du 12/11/68, il n'est plus possible d'en douter : « Je ferai l'éloge de la centralisation à l'Assemblée nationale, c'est elle qui a permis de faire la France malgré les Français ou dans l'indifférence des Français. Ce n'est pas par hasard si sept siècles de monarchie, d'empire et de république ont été centralisateurs... c'est que la France n'est pas une construction naturelle, c'est une construction politique voulue, pour laquelle le pouvoir central n'a jamais désarmé. Sans cen-

tralisation pas de France. Il peut y avoir une Allemagne, il peut y avoir une Italie parce qu'il y a une civilisation allemande, une civilisation italienne. Mais en France, il y a plusieurs civilisations et elles n'ont pas disparu ».

Laissons à M. Sanguinetti ses appréciations sur l'Allemagne et l'Italie et revenons en aux conglomérats basque, occitan, breton, normand, etc. qu'on appelle la France, et plus particulièrement à ces « habitants de l'Ouest ».

C'est aux environs du VI^e siècle qu'immigrent de Bretagne (Grande-Bretagne actuelle) un peuple survivant de la branche celtique qui se mélange avec les peuplades d'Armorique pour former le pays de Bretagne, pays qui vivra indépendant de

(suite page 5)

fop 2520

Liste des groupes de la F.A. et permanences

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 ILLE ET VILAINE : RENNES
 INDRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : GRENOBLE
 LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT ET GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : VALENCIENNES
 ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE
 SEINE MARITIME : ROUEN - LE
 HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN ET GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
 HTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2^e, 5^e,
 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 — MASSY PALAISEAU
 — MASSY
 — ORSAY BURES
 — SAVIGNY SUR ORGE
 — CORBEIL ESSONES
 — BRUNOY ET LIAISON SEINE ET
 MARNE
 — DRAVEIL
 — VILLENEUVE ST-GEORGES

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
 CHELLES
 — MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— NANTERRE-RUEIL
 — VERNEUIL-LES MUREAUX
 — ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE LA GARENNE
 ST-OUEN
 — ASNIÈRES
 — COURBEVOIE, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 — ARGENTEUIL

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
 CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

LIAISONS

De l'Aisne, Florac La
 Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
 neau, Brest, Centre-Bretagne,
 Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
 Sever, Vendôme, Montoire, Blois,
 St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
 Clermont Ferrand, Strasbourg, Nord
 Seine et Marne, Poitiers, Bourgois.

Groupe Maurice Fayolle de Tours : tous les lundis à partir de 20 h et tous les
 mercredis de 15 à 17 h, dans les locaux du Ptit rouge de Touraine 10, rue Jean
 Macé à Tours.

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
 La tête en bas - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et liberté
 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrième vendredi de chaque mois, à la
 Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Cha-
 plin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque,
 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Ros-
 tand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue
 de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert
 Planquette, Paris 18^e.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant
 à Besançon.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rex-de-chaus-
 sée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrième mercredis de chaque mois à 20 h 30.
 Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
 Sociales, 16, rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15
 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h, café Le Métropole, avenue de la
 République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les
 mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris
 15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi
 de 14 à 18 h, en son local 7, rue du Muguet à Bordeaux.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publicité 11289-15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
France	35 F	40 F
3 mois	55 F	80 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F

**Abonnez
 vous**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Ràabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Le groupe d'Angers
 organise
 au cours des permanences
 qu'il tient
 le vendredi soir
 de 17 à 19 h
 à la librairie
 « La tête en bas »
 17, rue des Poëliers
 deux réunions-débats
**VENDREDI 1^{er} DÉCEMBRE
 L'AUTODÉFENSE**

**VENDREDI 8 DÉCEMBRE
 LES MOUVEMENTS
 LIBERTAIRES
 AUJOURD'HUI**

Le groupe anarchiste
 d'Annemasse
 le groupe anarchiste
 Premier Mai
 d'Annecy
 organisent
**SAMEDI 2 DÉCEMBRE
 de 14 h à 23 h**
 à la MJC-Maison pour Tous
 d'Annemasse
9 HEURES SUR L'ANARCHIE
 Exposition, librairie, débat,
 montage audio-visuel
 (Espagne 36 de la CNT-EJC)
 et Serge UTGE-ROYO

Le groupe d'Angers vend
 Le Monde Libertaire tous les
 samedis matin à partir de 18 h
 30 au marché aux puces, place
 Louis Imbach.

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organise
 une série de conférences
 le jeudi à 20 h 30
 (deux ont déjà eu lieu)

10, rue Robert Planquette
 75 018 PARIS

**L'ANARCHIE
 QU'EST-CE QUE C'EST ?
 par Maurice JOYEUX**

Ce thème a été divisé
 en 5 conférences
 qu'on pourra suivre séparément
 mais reliées entre elles
 puisque faisant partie
 d'un même sujet

**JEUDI 30 NOVEMBRE
 UNE ÉCONOMIE
 ÉGALITAIRE**

**JEUDI 7 DÉCEMBRE
 LES TENDANCES DE LA
 PHILOSOPHIE ANARCHISTE**

**JEUDI 14 DÉCEMBRE
 LA FÉDÉRATION
 ANARCHISTE DEVANT LES
 PROBLÈMES DE CE TEMPS**

A l'appel du groupe
 Proudhon de Besançon
**meeting de la CNT espagnole
 LUNDI 18 DÉCEMBRE
 à 20 h 30**

salle Battant à Besançon
**L'ANARCHO-SYNDICALISME
 ET L'APRÈS FRANQUISME**
 Avec la participation
 de deux membres
 du comité national

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission Paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 77
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe anarchiste
 Premier Mai
 d'Annecy
 édite les écrits
 d'Errico Malatesta
 (extraits d'articles de journaux)
 la brochure fait 80 pages
 et sera disponible
 fin novembre au prix de
 12 F l'unité + port (5 F environ)
 ou 6 FS + port (environ 5 FF)

en cas de commande
 en nombre
 à partir de 5... 10 F
 ou 5 FS l'une
 à partir de 10... 9 F
 ou 4,50 FS l'une
 à partir de 20... 8 F
 ou 4 FS l'une

Commandes à faire à :
 pour Paris et région parisienne
 Librairie Publico
 3, rue Ternaux
 75 011 PARIS
 pour province et étranger
 Claude DENIS
 B.P. 25
 74 001 ANNECY CEDEX
 CCP DENIS Claude
 2734 87 S LYON

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organisera
 le dernier vendredi
 de chaque mois
 de 18 h à 20 h
 une permanence
 consacrée aux
PROBLÈMES DES FEMMES

le premier samedi
 de chaque mois
 de 16 h à 17 h 30
 une permanence
 consacrée aux
**CHÔMAGE ET
 DROIT DU TRAVAIL**

le premier mardi
 de chaque mois
PERMANENCE JURIDIQUE

La commission dessinateur
 fonctionne
 Les groupes désirant
 un travail graphique
 (illustration de brochures
 de textes ou affiches, etc.)
 peuvent s'adresser aux R.I.
 qui transmettront

**Le Monde Libertaire à 4 F
 à compter du n° 291
 du 7 décembre 1978**

Amis lecteurs

DEPUIS la parution hebdomadaire de notre journal, nous
 n'avons pas modifié son prix de vente alors que nos charges
 (impression, papier, routage, transport, etc.) ont augmenté
 dans des proportions considérables.

Nous pensions éviter une augmentation de ce prix de vente
 en améliorant nos ventes, en faisant appel à la souscription.
 Celle-ci nous parvient trop lentement et en trop petite quan-
 tité pour nous permettre d'affronter efficacement les deux pro-
 blèmes qui l'ont justifiée : le soutien au Monde Libertaire et
 l'obligation de trouver de nouveaux locaux pour notre librairie
 Publico.

Cette augmentation imposée par la situation financière pré-
 caire de notre journal ne résoudra pas tout. Il nous faut donc
 amplifier notre effort vers la souscription pour réunir au plus
 vite les 200 000 F qui nous font défaut.

Pour nos abonnés et réabonnés, nous maintiendrons l'an-
 cien tarif jusqu'à la fin décembre.

Malgré les difficultés que subit la presse révolutionnaire dans
 son ensemble, nous nous efforcerons de rendre viable notre
 hebdomadaire.

**POUR CELA, TOUS, AUJOURD'HUI,
 SOYONS SOLIDAIRES
 ET PARTICIPONS AU SOUTIEN**

Les administrateurs

Communiqué

QUATRE militants du groupe anarchiste d'Amiens ont été
 arrêtés le 11 novembre dernier en distribuant un tract anti-
 militariste. Ils furent placés en garde à vue pendant onze heures
 (de 10 h du matin à 9 h du soir), le motif invoqué allant de la
 distribution de tracts antimilitaristes jusqu'à atteinte à la sûreté
 de l'Etat, en passant par la diffamation envers l'armée. Toujours
 est-il qu'ils ont eu droit à deux interrogatoires :

— le premier à propos de la distribution des tracts,
 — le second, en fin d'après-midi, au sujet de bombages effectués
 dans la nuit à Amiens. En effet, sur la cathédrale est inscrit « L'ar-
 mée c'est le crime », phrase que l'on retrouve dans le tract.

La déduction un peu hâtive a été faite : ce sont les mêmes per-
 sonnes. C'est cette phrase qui a motivé semble-t-il une si longue
 garde à vue.

De plus il y a eu perquisition des véhicules personnels et des
 appartements. Ils cherchaient des bombes... de peinture. Devant
 la réticence des camarades pour une perquisition sans commis-
 sion rogatoire, ils ont invoqué le flagrant délit, le seul cas où l'on
 puisse faire une perquisition immédiate sans commission rogatoire.

De toutes façons, même si la procédure de flagrant délit pou-
 vait être appliquée à ce cas, il y eu faute de la part des flics qui
 n'ont pas suivi la procédure légale, à savoir présentation des in-
 téressés devant le Parquet, assistance d'un avocat, etc.

Distribuer un tract antimilitariste n'est donc pas considéré comme
 un cas de délit politique ou même délit de presse (cas dans
 lesquels il n'existe pas de flagrant délit), mais comme un délit de
 droit commun permettant de traiter les antimilitaristes comme
 de véritables terroristes sur qui il faut toujours avoir un œil et
 qu'il faut rabaisser au maximum dans leurs cellules (oter les lu-
 nettes d'une camarade complètement myope sous prétexte qu'elle
 pourrait se suicider avec).

Outre ce droit d'expression bafoué, il est à « craindre », si l'af-
 faire a une suite, que Le Monde Libertaire soit concerné dans
 cette affaire du fait de ses positions antimilitaristes.

Le groupe anarchiste d'Amiens

en bref...en bref...

Antimilitarisme

Dominique Colamarino, inconnu à l'armée depuis le 1^{er} août 78 a été arrêté à Lille, le vendredi 17 novembre, et a ensuite été transféré au 88^e régiment à Sissonne où il a immédiatement entamé une grève de la faim. Son refus de porter de l'uniforme est une lutte contre la militarisation de la société et contre l'aliénation de l'homme par toute forme d'embrigadement. Par cette action, Domenico demande la libération des inconnus, la suppression des tribunaux permanents des forces armées et l'abandon du projet d'extension du camp du Larzac.

En soutien à Dominique Richebœuf, objeteur passant le 8 décembre à 14 h au TGI de Nantes, le GRIM organise une soirée à la Bourse du Travail le 6 décembre à 20 h 30.

Joël Dufour passera en jugement au tribunal de Clermont-Ferrand, le lundi 11 décembre pour avoir proclamé l'inutilité de l'ONF.

Le comité Larzac du 9^e arrondissement de Paris organise 4 h pour le Larzac, le jeudi 30 novembre à partir de 18 h, 8 rue d'Athènes. Films, débats, panneaux, chansons.

Histoire banale

Marie-Claude, 32 ans, une fille de 9 ans, au chômage, et cracl... elle n'envoie plus sa fille à l'école, elle ne pointe plus et entame une grève de la faim. Les voisins, bonnes âmes, s'inquiètent et appellent les flics...

En camisole de force, on la sauve et l'envoie à l'hôpital psychiatrique de Maison Blanche. Voilà c'est tout! Pour aider les individus en déprime, on les fourgue en psychiatrie où, comme Marie-Claude, ils ne sont pas prêts de sortir... A qui le tour ?

En regardant attentivement votre *Télé 7 jours* de chevet vous saurez que le dimanche 3 décembre, de 20 h à 20 h 30, sur FR3, passera, dans la série « Histoire de France » une émission sur Louise Michel la vierge rouge. Sur une autre chaîne, les résultats du tiercé. A vous de choisir!...

Près de nous

Samedi 2 décembre, de 15 h à 18 h, le cercle Pelloutier, sous les auspices du cercle Garcia Lorca, 15, rue Gracieuse, Paris 5^e (métro : Monge), organise un débat sur 1936 avec la participation du jeune historien Jean-Pierre Rioux.

La Libre Pensée présente dans son salon-théâtre « le Han Ryner », 12 rue des Fossés St-Jacques, du 1^{er} au 3 décembre, un récit de magie avec Mystag.

UNIVERSITÉ : LES MOTIFS D'UNE LUTTE

Le 20 septembre 78 paraissait au Journal Officiel un décret ministériel élaboré par Saunier-Séité réorganisant l'ensemble des carrières des personnels enseignants et chercheurs non titulaires des universités. En réalité, ce décret vise d'abord à licencier les enseignants vacataires et à réduire le nombre des assistants selon un plan d'austérité financière calculée pour certaines universités. A Tours déjà, la mesure est appliquée puisqu'un vacataire du CESA vient d'être mis à la porte. Face à cela, les organisations syndicales d'enseignants, le SNE-SUP et le SGEN-CFDT, ainsi que l'ANEVES et les organisations syndicales du PATOS décidèrent d'engager une semaine d'action du 6 au 10 novembre. Elle s'est concrétisée par une grève des cours qui a été massivement suivie à la fac des Lettres, Sciences Humaines ainsi qu'au CESA, et diversement suivie dans les UER de Sciences, Droit et Sciences Economiques

et IUT. A la fac des Lettres, la grève a été reconduite la semaine suivante. La principale revendication avancée était le retrait sans aménagement du décret et l'augmentation des crédits alloués aux universités.

Les étudiants se sont aussitôt associés à ce mouvement et ont entamé une lutte spécifique à leurs problèmes. Car au-delà des problèmes d'emploi qui se posent, il s'agit d'une restructuration de l'université et c'est en cela que le décret frappe aussi les étudiants. Ce décret institue officiellement une dévalorisation des diplômes et la suppression à court terme de disciplines non rentables (Psycho et Socio à Tours). De plus, le gouvernement recherche par ce décret la mise en place d'une carte universitaire qui privilégiera d'une part certaines universités de pointe et les grandes écoles au détriment d'autres universités aux diplômes dévalorisés. Ce décret favorise d'autre part la mainmise du patronat sur l'université

par la programmation d'un enseignement effectué par des cadres du privé, des directeurs d'entreprises...

Ainsi les mesures instituées par ce décret se situent dans le prolongement de la réforme du second cycle face à laquelle déjà en 1976 les étudiants s'étaient longuement mobilisés. Au niveau général, ce décret s'ajoute donc aux différentes réformes des services du gouvernement (réforme du second cycle, réforme Beullac pour les lycées, décret Soisson dans les écoles d'éducation physique...) pour remédier à la crise de l'institution scolaire et universitaire en la réadaptant aux besoins du patronat, donc en jouant à fond la carte de la rentabilisation.

Réunis en assemblées générales par UER puis en assemblée générale centrale de l'université de Tours, les étudiants ont proposé que les élus aux conseils d'UER et d'Université démissionnent en expliquant que siéger dans des conseils de participation qui ont pour tâche d'appliquer la politique gouvernementale, c'était, de fait, appliquer le décret. Les étudiants ont également repris le mot d'ordre du retrait du décret et se sont mis en grève pour ceux de la fac de Lettres et de l'IUT tandis que ceux du CESA et de Sciences se sont mobilisés plus lentement. Une première manifestation s'est déroulée le jeudi 9 novembre, qui a réuni un millier d'enseignants et d'étudiants. Malgré la défection progressive de certains enseignants et l'effilochement du mouvement de grève des enseignants, les étudiants décidèrent cependant de reconduire la grève avec, sur proposition du syndicat MAS-LE, le mot d'ordre de grève générale des universités vers la grève générale de l'éducation nationale. Sur ce mot d'ordre, les étudiants, très nombreux, environ un millier, ont manifesté seuls d'abord puis sont allés rejoindre le cortège de la FEN venue manifester pour s'opposer aux insuffisances du budget en matière d'éducation.

A la suite de cette seconde manifestation, les étudiants apprenant par voie de presse que les syndicats enseignants SNE-SUP et Sgen-CFDT stoppaient leur mouvement de grève et donc, dans une autosatisfaction lamentable, décidaient la reprise des cours. Cette nouvelle provoqua chez les étudiants un sentiment de découragement qui devait s'accroître au cours de la dernière assemblée générale de la fac de Lettres où les étudiants non-grévistes, venus en force, imposèrent l'arrêt de la grève. Bien que dans le même temps, ceux des Sciences votèrent la grève reconductible. Malgré ces reculs, la minorité des étudiants combattifs décidés à mener une lutte active prenaient en charge l'organisation d'une coordination nationale des étudiants prévue pour le week-end du 19 novembre. Cette coordination, qui devrait réunir les facultés en grève ou en lutte (Tolbiac, Vincennes, Rennes...), permettrait de dégager une riposte d'ampleur nationale autour de la revendication d'abrogation du décret et du mot d'ordre de grève générale des universités. D'ores et déjà, les étudiants ont reçu le soutien de la section locale de l'ANEVES (qui regroupe les enseignants vacataires) qui, par suite du lâchage des enseignants titulaires, se sont retrouvés isolés et ont dû reprendre les cours.

Il est certain que le déroulement de cette grève a permis aux étudiants (et surtout ceux de 1^{re} année) de constater de visu les limites de l'encadrement syndical. Puisque tant au niveau

des enseignants qu'au niveau des étudiants, les organisations syndicales dites représentatives ne se sont jamais lancées dans des actions dures et directes, et n'ont pas respecté les décisions des assemblées générales. Ainsi, l'UNEF-Renouveau (communiste) a-t-elle été totalement absente de la lutte et s'est refusée à démissionner des conseils d'UER et d'université. Même chose pour les enseignants du SNE-SUP. Seul le MAS-LE s'est conduit tout au long de la grève comme le syndicat qui a le mieux défendu les intérêts des étudiants et souvent les militants du MAS-LE ont été à la pointe des actions dures en avançant des mots d'ordre offensifs. Mais peut-on faire confiance à ce syndicat dans lequel sont majoritairement membres les militants de la Ligue communiste ? Alors que les étudiants, la plupart inorganisés, ont pris en charge eux-mêmes leur lutte et ont cherché à se rassembler en dehors des groupes politiques et syndicaux, même s'il n'y a pas eu pour le moment un regroupement plus structuré sur des bases bien définies, anticapitalistes, anti-autoritaires et anti-hiérarchiques.

La lutte que mènent aujourd'hui les enseignants, les étudiants, les lycéens, s'inscrit auprès de celle des travailleurs, dans le refus de faire les frais de la crise de l'ensemble du système capitaliste et, par conséquent, il est nécessaire que les étudiants et les enseignants qui militent à la Fédération Anarchiste soutiennent la grève des étudiants. Mieux, il faut qu'ils soient présents dans cette lutte, qu'ils fassent des propositions d'actions ou qu'ils engagent dans leurs facultés et universités un mouvement revendicatif autour de l'exigence du retrait du décret. C'est pourquoi il est très important qu'ils s'intéressent de plus près au résultat de la coordination nationale étudiante de Tours.

Raymond
(Gr. M. Fayolle)

Ah! Si je te rencontrais par hasard Alice...

En gros les faits

Décret du 20 septembre voulant modifier le statut et les horaires d'une certaine catégorie du personnel enseignant (assistants en l'occurrence).

8 novembre : manifestation des profs avec étudiants - en minorité - pour protester contre ce projet.

15 novembre : vote du budget à l'Assemblée, au même moment des étudiants doivent se réunir à Tolbiac pour une assemblée générale, scénario classique : intervention des flics et « bain de sang » (15 étudiants blessés selon un tract distribué par l'UNEF, le lendemain).

16 novembre, 16 heures : manifestation des étudiants contre la répression policière, à l'appel de l'UNEF. 20 heures, apparition « souriante » (!) de Saunier-Séité au journal télévisé pour défendre le très saint budget et sa peau (« Je suis très libérale » a-t-elle dit en substance).



Manifestation étudiante à Paris - Photo C. Chiclet

**Ce que l'on doit avoir
Le système de l'enseignement est injustifiable
bien que justifié**

Système fondé sur l'éclatement de l'enseignement-création de poste d'assistants après mai 68, d'où éparpillement et morcellement de l'enseignement-création du système d'UER et d'UV, les étudiants ne s'y reconnaissent plus et ne se connaissent pas entre eux.

Raisons évidentes : on ne veut pas que 68 recommence. Alors, il faut tout prévoir pour empêcher les regroupements. Les seuls regroupements possibles se font à l'intérieur de l'UNI (droite), l'UNEF (les méthodes du PC), les sacro-saintes organisations qui prétendent défendre les étudiants et leurs bons droits et qui, de fait, ne font pas grand chose.

Les conséquences

Il n'y a aucune possibilité de communication vraiment vécue entre les étudiants.

On a recours à la pratique du « chacun pour soi », on se ratrape sur le travail, sur les examens de fin d'année (le seul but finalement!), on se bat pour rentrer dans l'année supérieure, sans être assuré de la validité des examens et des concours, agrégation y compris.

D'où l'éclatement de la conscience individuelle, l'anticulture, la dépréciation de plus en plus évidente des diplômes, qui nous conduira tous au chômage si on continue à laisser faire sans dire un mot!

Je suis à Paris IV, et je suis horrifiée de voir cette indifférence, ce « bof, on verra bien » général, peut-être justifiable par une inquiétude latente et un sentiment d'impuissance devant cette grosse machine kafkaïenne qu'est la fac. Cela suffirait à expliquer cette barrière qui se forme dans les consciences, qui empêche d'agir, mais s'il y a en ce moment de l'agitation c'est là une bonne occasion pour montrer du doigt les plaies et tares de cette institution qui se veut inviolable - l'université -, incarnation en raccourci de l'Etat et de tout ce que cela suppose.

Une étudiante de Paris IV

Le groupe libertaire
Fresnes-Antony
vient d'éditer
un calendrier
pour l'année 1979
afin de soutenir
sa collection de brochures
« Volonté anarchiste »
Prix : 12 F l'unité
33% de réduction
à partir de 5 exemplaires
Adresser vos commandes
à Publico
3, rue Ternaux
75 011 PARIS

* * *

L'ARMÉE OCCUPE
LE LARZAC
PRÉOCCUPONS NOUS
DU LARZAC
MALGRÉ
L'INTERDICTION
DE LA
MANIFESTATION
TOUS AU
RASSEMBLEMENT
14 H
PORTE D'ORLÉANS
OU AILLEURS
AVEC LA
FÉDÉRATION
ANARCHISTE

DES TARTUFFES EN CHEMISE BRUNE

A Aix-en-Provence, les élections municipales de mars 77 furent annulées par ces messieurs de Paris. Aussi, au mois de juin 78, deux équipes de chancres se disputèrent âprement la municipalité. Celle du maire sortant constituait, comme seul le PS sait le faire en Provence, une sorte de mafia. Celle du maire rentrant s'avérait être un ramassis de droitistes allant de MRG défringués aux inévitables fascistes qui, comme chacun sait, prennent chaque jour un peu plus du poil de la bête devant la morne torpéur des masses au bois dormant.

La campagne électorale fut une suite d'injures et de platitudes ne dépassant jamais le niveau pipi-caca. Toutefois, comme le dit notre ami Brassens, « la farce était bien bonne et valait le coup d'œil ». La politiciaille rustré et frustré montra si bien son vrai visage que 6 Aixois sur 10 ont préféré aller à la pêche plutôt que de participer au carnaval électoral en confiant à qui voulait entendre : « ils commencent sérieusement à nous emmerder ».

La querelle fut farouche, mais la voix des uns ne l'a pas éteinte. La voix, ce jour-là, fut enrôlée puisque les Aixois s'apprêtent à se farcir une nouvelle campagne électorale puisqu'il y eut vice de forme et que la réélection va sans doute être annulée. Négligeant la fatigue du militant de base, les uns, ceux qui ont pris une banane électorale, vont à nouveau tenter leur chance et les autres, ceux qui ont obtenu l'orgasme électoral, en veulent résolument un second. Ainsi va la vie...

Aussi, dans cette atmosphère empuantie, tout est prétexte à descendre celui d'en face.

En février, dans le cadre de la campagne électorale, *Le Méridional*, torche-cul quotidien fasciste et régional, passait l'article d'une candidate de la liste prétendante qui s'en prenait à la « pollution humaine » rongeur le centre d'Aix. Cette « pollution », il va sans dire, c'était « une foule interlope, des désœuvrés, des drogués et des voyous douteux ». En langage clair : les immigrés, les chômeurs, les jeunes.

Un animateur du Centre socio-culturel Paul Cézanne dénonça avec fougue ce racisme voilé en lui donnant toute la publicité voulue. Il est vrai qu'il avait de bonnes raisons pour le faire. Depuis 4 ans, il se dépense sans compter dans une cité HLM du nord de la ville : la cité Beisson. Le travail est formidable et le centre social est devenu une véritable ruche à laquelle ont adhéré 80 associations. Construite il y a vingt ans, la cité compte près de dix mille habitants. Bien sûr, ce n'est pas à proprement parler un quartier cosu, respectable et bien-pensant. On y trouve tous ceux sur qui les bonnes gens effrayés et insécurisés jettent l'opprobre et l'anathème : les Arabes, les fauchés, les chômeurs, les loubards et même une poignée d'anarchistes! Pensez ma bonne dame!...

L'auteur de l'article baveux, Mme Salas, de candidate se retrouva élue et, de surcroît, chargée du rayon culturel à la boutique municipale. L'heure de la vengeance a sonné : les centres sociaux vont payer leurs turpitudes et leurs crimes.

En priorité, elle veut lourder l'animateur irrévérencieux. Normal. Et puisqu'on y est, on établit aussi un contrôle policier sur toutes les activités des 7 centres sociaux aixois.

Voici l'argument : en novembre 77, dans le cadre d'une semaine sur la poésie, le centre Paul Cézanne avait fait un at-

lier « Poésie-gros mots, Poésies en folie ». Les jeunes du quartier ont écrit dans le langage qui leur est familier. En fait, les images, les sensations, les désirs exprimés étaient les mêmes que la série *Emmanuelle* qui a fait couvrir la moyenne et haute société.

Hélas, les gars de la cité Beisson ne sont pas des diplomates oisifs ou des industriels fortunés, les nanas ne sont pas des cocottes qui se prélassent dans des fauteuils en osier ou au bord de piscines en marbre. Les misérables, eux, n'ont pas le droit de parler de fesses et de sexe, car ce qui, chez les riches, est talent, devient dans leur bouche vulgarité. Et surtout, cette vulgarité, on ne l'écrit pas. Or le centre Paul Cézanne a imprimé en petit nombre les poésies pour libérer les jeunes de leur sentiment de culpabilité afin de lui substituer le sens de la responsabilité. Là, coco, ça devient subversif...

Et c'est pour cela que Mme Salas, la bien nommée, a trouvé aisément des alliés se dé-couvrant soudainement, un an après, des vertus pudibondes. Même *Minute*, ce canard avarié, s'est emparé de l'histoire. C'est dire la couleur des chemises de nos Tartuffes!

Ce qui se passe à Aix se passe partout ailleurs en ce moment. Les exploités et les dirigeants veulent garder leurs privilèges de plus en plus menacés par une conjoncture économique dévoilant chaque jour davantage les saloperies qui se trament derrière le paravent Etat. Pour cela, toutes les activités intellectuelles doivent être contrôlées, chaque individu doit être isolé de ses semblables afin qu'il ne puisse communiquer avec eux. Le fascisme, c'est la communication en faisceau (Etat vers individu). L'anarchie, c'est la communication en réseau (entre individus).

Alors, c'est la vie associative qui est globalement menacée, car elle est un lieu de rencontre et par là, elle favorise la communication en réseau. Chacun doit rester devant son poste de télévision afin d'uniformiser la communication unique en faisceau.

Que faire ? Briser le cadre qu'on nous impose insidieusement et créer de multiples lieux de rencontre afin que les différentes catégories de population, qui jusque là se cotoyaient sans se connaître, apprennent à parler, à discuter, à créer, à échanger, c'est-à-dire à communiquer librement et pleinement.

L'anarchie, c'est cela aussi...
Bernard APPY

JEUDI 7 DÉCEMBRE
SUPPLÉMENT 4 PAGES
SONACOTRA ET IMMIGRATION
Le numéro 4 F

Les mésaventures de la base d'un « parti ouvrier »

MILITER AU P.S.

MILITER au PS peut réserver des surprises quand on a encore quelque peu d'espérance. Jugez-en!

A Dax, dans les Landes, la ville ne bat et ne vit pratiquement que du thermalisme. 14 stations dans lesquelles passent chaque année, environ 30 000 curistes atteints de rhumatisme. La plus grosse boîte appartient à la ville et est gérée par une société, la compagnie thermale de Dax, les autres thermes sont privés. En dehors de la CTD dans laquelle on trouve FO (pratiquement inactive) et la CFDT encore à l'état d'embryon, aucun syndicat n'existe à travers la dizaine de thermes privés. Le travail y est saisonnier (maximum 8 mois) et se répartit entre l'hôtellerie et les soins. A la saison creuse, les travailleurs thermaux se retrouvent au chômage sans indemnités, car il n'existe pas de statut saisonnier et, naturellement, pas de conventions collectives. Pour ceux qui donnent des soins, ce qui favorise les exploitants, rémunérant au minimum. Sans syndicats (et même avec) les travailleurs se trouvent acculés devant une sorte de chantage à l'emploi. Gare à ceux qui prétendent revendiquer, ça licencie facile, il suffit de ne pas renouveler le contrat. Faut dire que la solidarité ne joue pas des masses, c'est un peu chacun pour soi, alors ils s'écrasent et plient l'échine.

mage qu'ils signeront et naturellement aucun recours.

Puis vient la fameuse époque des législatives. Le PS entre en contact avec eux, vous parlez d'une aubaine. Eux foncent têtes baissées, se laissent prendre à la « solidarité socialiste » et à leurs bonnes intentions, puisqu'ils publient le compte-rendu de leur mésaventure. Une petite bagarre s'engage entre la municipalité et la section du PS, cela juste avant les élections, puis s'éteint, comme par hasard, juste après. Trop tard, deux d'entre eux ont adhéré, pas pour rien, ils l'espèrent encore. Une commission d'entreprise est créée et pendant plusieurs mois elle constituera un dossier thermalisme assez complet. Il ne reste plus qu'à lancer l'offensive, élaboration d'un tract qui sera distribué à tous les habitants et curistes de Dax.

Mais voilà! Il faut soumettre le projet à la section et, surprise, le secrétaire (le chef) refuse le projet. C'est déjà pas « démocratique », comme ils disent, on le comprend de la part de Chirac mais d'un secrétaire de section c'est un comble. En principe, c'est la section au complet qui doit en décider, il faut qu'elle vote. Ça prend du temps, les réunions sont repoussées, les responsables sont absents et pendant ce temps les jours s'écoulent. Alors, passant outre la hiérarchie, nos deux chômeurs-militants montent à la fédération où ils sont

c'est avec lui que discutera le secrétaire de section, accréditant ses explications et rejetant celles des travailleurs qui ne sont que « racontars ». Au cours de la réunion, il laisse entendre aux deux chômeurs qu'ils pourraient toujours s'arranger avec les clients (pourboires ou prostitution ?). Quant au tract, il est bon dans le fond, mais pas dans la forme et comme il dit, ne sera valable que d'ici 4 à 5 ans, autrement dit pour les prochaines élections. C'est beau la conscience socialiste, non ?...

Nos deux nouveaux militants en ont assez entendu, ils quittent la séance, qui se poursuivra sans eux et se terminera par un vote rejetant le projet de tract, cela après avoir voté deux fois, car le premier vote était en faveur du tract, mais la sollicitude du chef de section fit qu'il expliqua les erreurs à ne pas commettre, etc., etc. et ainsi il fit revoter avec l'assentiment des militants rentrés dans le rang.

C'est là-dessus et sur cet avenir-là que ce bâtit le socialisme. Triste à penser, mais fallait-il s'attendre à autre chose de la part de ce parti.

Une leçon qu'ont retenue nos deux ex-employés thermaux, méprisés, traités de gauchistes et d'irresponsables, toujours chômeurs mais définitivement passés « ex-militants du PS ».

CARIC

Toulon RADIO TROTTOIR

Un mois et demi après le début de cette affaire (voir ML précédents), la répression se poursuit. Le juge d'instruction et la P.J. font du zèle!

La police politique est en place et œuvre! On se croirait à l'époque de Vichy!!

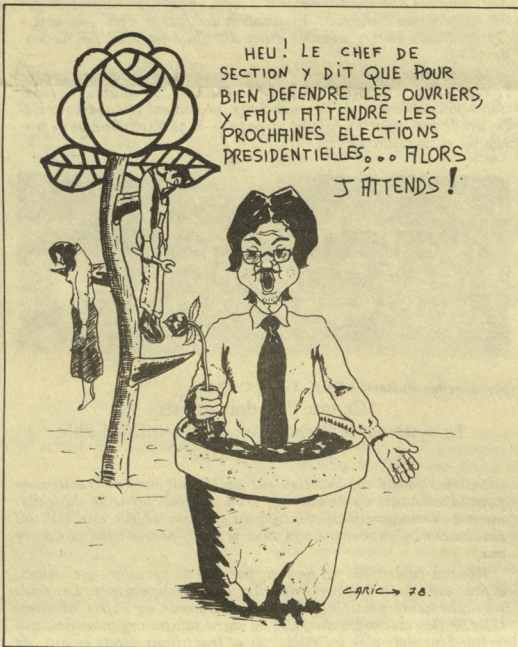
Donc, nos zélés, non contents d'avoir arrêté cinq personnes sans preuves et les avoir inculpées grâce à des aveux obtenus sur pression morale, viennent d'arrêter et d'inculper un sixième individu. Qu'a-t-on contre lui ? Il porte un prénom soi-disant porté dans plusieurs déclarations et avait dans son carnet aux adresses le numéro de téléphone d'un des inculpés, un anarchiste notoire (Mesrine n'est pas encore là, mais ça viendra...). Nous, nous ne faisons pas de paranoïa, mais du côté du Pouvoir ça a l'air de « trotter dur »!

Mais ne croyez pas qu'ils en soient restés là : ils sortent tout juste de chez un copain (perquisition) qui a eu pour crime de donner son adresse au comité de soutien.

Toulon, ville réactionnaire de longue date, voit naître en son sein des foyers de contestation très populaires. Le Pouvoir réagit pour une fois d'une manière très clairvoyante : il les étouffe avant que la population tout entière ne réagisse...

Le samedi 9 décembre 78, le comité de soutien à Radio-Trottoir organise une fête à l'Hôtel de Ville de Carqueiranne à partir de 19 h. De nombreux chanteurs et groupes musicaux locaux y participeront. Venez nombreux faire un pied de nez à la Répression.

Groupe anarchiste
toulonnais



L'année dernière, trois employés d'un thermes privés tentent de bousculer « l'ordre établi ». Ils commencent par écrire au ministre de la Santé pour lui décrire la situation du travailleur thermal, au député (socialiste), au préfet et au maire de Dax (majorité). On leur répond de façon courante, le refrain bien connu « nous nous préoccupons de votre cas, etc. Ils saisissent alors l'inspection du travail qui se penche un peu mieux sur leurs problèmes, mais à suivre... Alors ils pensent à faire signer une pétition dans divers thermes. Echech, à la compagnie thermale la direction influe sur les travailleurs qui ne signent pas, même résultat pour deux autres thermes. Et c'est la fin de la saison. Leur directrice promet de renouveler les contrats pour la saison 78. On s'en doute, c'est celui du chô-

fort bien reçu, tu parles! Ils sont enveloppés, rassurés et finalement heureux, le projet de tract est à revoir mais à faire. Nouvelle réunion où le « chef » de section accapare l'auditoire par un flot de paroles démagogiques où se mêlent morale et conseils de prudence.

Où! car la politique du PS c'est le « front de classe », qui regroupe aussi bien les patrons que les ouvriers, et là, pas touche aux patrons! On le comprend, le directeur de la compagnie thermale a la carte du PS. Discret, celui-là, vous ne le verrez jamais aux meetings politiques, ni aux réunions de section, pas même à la fête fédérale. Oui mais il paraît qu'il renseigne le PS! Sur quoi, on ne le sait pas, par contre ce que l'on sait c'est qu'il paye une bonne cotisation. Un actionnaire du PS ? En tous cas,

UNE BRETAGNE LIBRE : POURQUOI PAS ?

(suite de la page 1)

L'Etat français jusqu'en 1532, date du « rattachement » à la France après le mariage forcé d'Anne de Bretagne et de Charles VIII.

Dix siècles durant le peuple d'Armorique aura vécu avec ses propres traditions, sa propre culture, sa propre langue (rappelons en passant que le duché de Bretagne a été le premier d'Europe à abolir le serfage en 1070, qu'hommes et femmes y vivaient à égalité de droits économiques et moraux). Le traité allait entamer l'œuvre de destruction économique et culturelle qu'allait continuer successivement Louis XIV, la révolution française, l'empire et nos vaillantes républiques, œuvre qui allait aboutir à faire de la Bretagne colonisée une terre exsangue. Examinons quelques unes de ces étapes qui passeraient souvent pour comiques si elles n'aboutissaient à la destruction totale de toute une façon d'être, de vivre, de penser.

Au moment de son annexion, l'Armorique est une « puissance économique ». Elle entretient un commerce avec tous les pays ouvrant sur la mer et notamment les pays celtés (Irlande, Ecosse, Pays de Galles). François 1^{er} pouvait dire d'elle : « Elle est le Pérou de la France ». Quatre siècles de francisation en feront un désert. Tout sera fait pour bloquer son expansion vers l'ouest, le seul horizon permis sera celui, lointain, de l'est européen, d'où devrait venir un jour son hypothétique salut (à noter cet épisode où l'on interdit toute importation de minerai du Pays de Galles et oblige une consommation de celui des régions est de la France, trois fois plus distantes). Ses richesses seront pillées. Toute industrialisation sera refusée. Cynique dénouement : elle ne pourra plus survivre que par l'assistance de son bourreau!

Mais le génocide économique ne suffira pas. Le Breton vit, pense, est en breton. Il devra vivre, penser, être en breton. On l'avait asservi économiquement, on le nié culturellement. Et il n'est pas de leçon à donner à l'Etat français en ce qui concerne sa politique coloniale. Le noir d'Afrique avait bien pour ancêtre le gaulois à mèches blondes, le Breton aura comme histoire celle que lui imposera le pouvoir franc (cf. Du Guesclin, héros national breton qui ne fut en réalité qu'un mercenaire du roi de France, engagé contre les troupes du duc de Bretagne Jean IV).

Le Breton vivait dans les traditions des celtes d'Armorique. On lui avait bien imposé une église et une religion, mais celle-ci avait autant dû s'adapter au vieux fond celtique qu'elle n'avait modifié celui-ci. Cette église va même jusqu'à soutenir les révoltes contre l'autorité royale (révoltes des bonnets rouges, élaboration du premier code paysan où l'on supprime les impositions, où l'on préconise une gestion communautaire des affaires des paroisses). Les missionnaires de Versailles vont arriver et remettre les choses en ordre (« Qui sert bien Dieu sert bien son roi » - Louis XIV). En quelques temps, l'église bretonne passera à l'oppressé, elle qui fait faisait corps avec les révoltes les combattait (Pontcallek livré aux autorités par le clergé), rôle dont l'église ne s'est pas départie jusqu'à nos jours.

Mais asséoir un peuple, lui ôter toute identité, c'est avant tout lui supprimer l'outil de transmission de la culture. C'est ané-

antir sa langue. De Louis XIV à la V^e République, tous les moyens seront bons pour aboutir à cette fin. Louis XIV, le précurseur, donne le ton en ordonnant aux prêtres de diversifier la langue bretonne de paroisse en paroisse, jusqu'à la rendre incompréhensible (cf. la langue bretonne est une langue orale, elle ne possède pas comme le français de référence écrite, toute dialectisation ne peut être corrigé par un modèle livresque). La révolution française et son centralisme à outrance interdit purement et simplement l'usage du breton (qui s'étonnera, après cela, des chouanneries taxées de réactionnaires sans aucune appréciation de la situation d'un peuple qui voyait tout à coup supprimer sa langue, ses pouvoirs même minimes, en échange d'avantages qui, pour un grand nombre, étaient déjà acquis dans les faits sur le sol breton. Reprocher aux pays d'Armorique de n'avoir pas dépassé la situation, de s'être reporté sur la monarchie paternaliste au lieu de la rejeter dans le même panier que la république, est la seule accusation possible).

Napoléon, comme continuateur de l'œuvre républicaine, ne laissera pas sa part aux chiens

cas où l'Armoricain n'aurait pas compris qu'il est un être inférieur comme le nègre d'Afrique ou le jaune d'Asie, au cas où certains Français eux-mêmes en douteraient, on va parachever l'œuvre. L'Art va venir au secours de l'Etat. Surgissent des pièces de théâtre où la Bretagne est évoquée, plus généralement sous les traits d'une bretonne se faisant engrosser par un parisien en vacances. Les journaux, les chansons se joignent au cortège : caricatures de Bretons et de cochons mangent dans la même auge (journal illustré), chanson populaire « Les pommes de terre pour les cochons, les épluchures pour les Bretons ». Apparition de Bé-cassine, bretonne muette, domestique obéissante, sans oublier le grand Théodore Botrel qui chante les filles en pleurs et des marins perdus - barde des mi mi mitraillesuses à cochons... Certains iront plus loin, tel Auguste Romieu, député du Finistère, s'écriant : « Créons pour l'amélioration de la race bretonne quelques unes de ces primes que nous réservons aux chevaux et faisons que le clergé nous seconde en n'accordant la première communion qu'aux enfants parlant français ».



et mettra même au goût du jour une des fonctions de la Bretagne : être un réservoir de chair à canon, fonction très bien assimilée par tous ses successeurs (en 1914-18, 800 000 Bretons seront envoyés et périront au front, deux fois plus que la moyenne nationale. Ce sera l'époque des pastiches du genre : « la république nous appelle, sachons vivre ou sachons mourir, un français doit vivre pour elle, pour elle un Breton doit mourir »). Viendra la seconde puis la troisième république pour asséner ce qu'elle croyait être le coup fatal. En 1845, le sous-préfet de Morlaix annonce la couleur aux instituteurs : « Surtout rappelez-vous messieurs que vous n'êtes établis que pour tuer la langue bretonne ». Ils s'en rappelleront! En 1881, c'est le rush final. On interdit purement et simplement l'usage du breton aux écoliers... qui ne connaissent que celle-ci depuis leur prime enfance. Tout élève surpris à parler breton se verra suspendre au cou un symbole (sabot, pancarte, etc.), traîné dans les classes et les rues du village ; il n'en sera débarrassé qu'après dénonciation d'un camarade ayant à son tour commis « la faute ». Belle école de la république. Comme nous te chérissions, toi qui a dû attendre 1950 pour abandonner cette coutume que tu attribuais aux « barbares ».

Dans les lieux publics fleurissent à cette époque l'inscription « Défense de cracher par terre et de parler breton ». Au

des paysans crevant sous la rentabilité européenne. La Bretagne a vécu, n'en parlons plus... Mais anéantit-on si facilement tout un peuple ? Le centralisme d'Etat est-il si puissant ? Il semble que non.

- des paysans crevant sous la rentabilité européenne.
- La Bretagne a vécu, n'en parlons plus... Mais anéantit-on si facilement tout un peuple ? Le centralisme d'Etat est-il si puissant ? Il semble que non.
- Dès les années 20 apparaissent les premiers groupements qui vont demander réparation de 4 siècles de génocide. Leurs cheminement prendront des voies diverses : ils sombreront parfois dans l'erreur (que n'arrête-t-on pas de nous rebattre les oreilles avec une poignée de collaborateurs des nazis à une époque où 4 Français sur 5 se terraient ou collaboraient aussi). Au fil des ans le mouvement va s'étendre, ses revendications se précisent. La mobilisation bretonne va s'effectuer sur de nombreux terrains en englobant des thèses propres à l'Armorique et d'autres communs au mouvement révolutionnaire naissant :
 - droit à l'expression dans sa langue maternelle (création d'écoles en breton, renouveau des revues, refus de payer les redevances télé : radio télé brezneg).
 - combat contre l'implantation de centrales nucléaires.
 - soutien des luttes des autres minorités.
 - lutte au côté des paysans et travailleurs bretons.
 - refus de l'armée et de la Bretagne comme camp militaire.
 - lutte contre les pollueurs (marée noire).
 - renouveau d'une expression culturelle sortant du « folklore boulet » Fest Noz-festivals-chanteurs.
 - refus des structures coercitives de l'Etat, recherches de solutions nouvelles.

Erreur de cible (bis)

DANS Le Monde Libertaire du 9 novembre 1978, un article émanant de deux sympathisants libertaires, prétendait remettre les choses au point en fonction de l'encadré signé Jacquinet et Elloy, paru dans le numéro du 2 novembre.

On nous dit que les manifestants savaient pertinemment que les dockers ne chargeaient pas d'armes. En réponse à cela, nous nous contenterons de citer le tract d'appel à la manifestation : « Pour dénoncer un tel commerce et aussi l'empêcher (alors que les dockers s'étaient engagés à ne pas charger d'armes à destination de l'Amérique du Sud)... ». Quelques jours plus tard dans la presse locale, les organisateurs de la manifestation s'excusaient d'avoir injustement mis en cause les ouvriers du port. Les deux sympathisants lisent-ils la presse locale ?

On nous parle d'action directe. Refuser de charger des armes, n'est-ce pas déjà une forme d'action directe ? A moins que pour certains l'action directe ne relève de la « société du spectacle » ?

Cette action directe-là représente pour les dockers la perte de plusieurs centaines de journées de travail, et cela en période de chômage. Le moins qu'on puisse dire c'est que notre bonne conscience nous coûte cher.

Plutôt que de se livrer à l'attentisme dénigrateur, stérile, ne serait-il pas préférable que certains donneurs de leçons aillent proposer aux ouvriers de chez Panhard, et à d'autres, l'arrêt de production d'armes ?

J. ELLOY
J.-P. JACQUINOT

ble à définir clairement les buts à atteindre. Combattre l'Etat français et son centralisme, ce n'est pas recréer un Etat breton et son despotisme. Ils l'ont bien compris ceux qui, au siècle dernier, disaient : « qui passe par un village breton entend deux cantiques, l'un s'élève pour le Bon Dieu, l'autre pour la république, mais tous deux exaltent la même morale d'Etat et se fondent dans le même chant de servitude des usines et des casernes ». Une Bretagne nouvelle reste à construire, une Bretagne où l'on se rappellera le proverbe : « la poésie est plus forte que les trois choses les plus fortes, le mal, le feu et la tempête ».

La révolte actuelle est la révolte d'un peuple qui se découvre après des siècles d'interdits, c'est celle d'un besoin d'être et de se retrouver que l'on avait noyé. Ce n'est pas, ce ne peut être le regret vieillot d'un nationalisme de bazar qui jouerait la duchesse Anne contre François 1^{er}, Duguesclin contre Jean IV, la féodalité bretonne contre la féodalité française, l'opulence des bourgeois français contre l'opulence des bourgeois bretons.

La révolte bretonne c'est la révolte de l'histoire d'un peuple contre l'histoire du pouvoir, celle de la culture, de la diversité contre le nivellement et l'ennui, c'est le droit à la différence dans l'universalité, contre l'unicité dans l'indifférence. La révolte bretonne, pour aboutir, ne pourra être que fédéraliste et libertaire. L'Etat français a bien compris qui réprime toute velléité de révolte et qui vient de condamner récemment à des peines allant jusqu'à huit ans de prison des hommes qui réclamaient leur dû, qui a ouvert le 27 novembre devant la cour de sûreté de l'Etat un nouveau procès, celui des militants ayant plastiqué Versailles. Le statu-quo règne autour de ce procès, l'Etat lui, n'oublie pas. Le 13 novembre, un gala de soutien était organisé à la Mutualité. Sur ordre du gouvernement les militants bretons et les chanteurs Stivell, Servat et Glenmor n'ont trouvé que portes closes et matraques des CRS.

Nous pouvons avoir des désaccords avec certains militants bretons, nous pouvons discuter leurs méthodes, nous n'avons pas le droit de laisser l'Etat les réduire à un nouveau silence. La construction d'une société libertaire ne passera que par la libération et la libre expression de toutes les minorités opprimées par les « partis de l'Etat », qu'ils se veulent de gauche, de droite ou d'ailleurs.

J.-P. PORCHET

Répression Au mexique aussi...

DE tous les pays latino-américains, le Mexique est l'un de ceux qui a su conserver vers l'extérieur l'image la plus « démocratique », le gouvernement mexicain et les priistes au pouvoir ayant eu soin de donner internationalement l'impression d'un régime stable, libéral, etc.

C'est pour des raisons évidentes de prestige que le gouvernement mexicain s'est empressé de dénoncer les régimes dictatoriaux du Chili, d'Argentine, les violations des droits de l'homme en Afrique du Sud, et qu'il accueille les réfugiés politiques du Nicaragua et d'autres pays, car son « humanisme » demeure lettre morte envers les propres Mexicains, qu'il réprime et persécute sans cesse dès qu'ils ont le courage de s'insurger contre les conditions de vie misérables propres à un pays capitaliste dépendant.

En effet, les persécutions, détentions, tortures, assassinats, disparitions, menaces, violations de domicile, sont monnaie courante pour ceux qui participent aux mouvements démocratiques, dénoncent l'arbitraire du système, réclament un changement social ou simplement occupent les terres qui leur reviennent de droit, pour une question de survie...

Pour cela, le gouvernement mexicain n'hésite pas à employer des corps répressifs paramilitaires spécialisés, comme la « Brigada Blanca », corps de choc antiguerrilleros équivalents à l'Escuadrón de la muerte au Brésil ; cette brigade se charge du « sale boulot », procédant à l'arrestation et à la « disparition » des indésirables, dans les pires cas se charge de les abattre en faisant passer leur assassinat pour un cas de légitime défense lors de supposés « affrontements ». Les tortures subies par les détenus (selon des méthodes de plus en plus « raffinées », apprises auprès de spécialistes allemands ou chiliens) sont perpétrées dans des prisons clandestines, où les détenus sont maintenus dans l'incommunication totale, beaucoup plus que ce qui est permis par les lois. Une de ces prisons clandestines a été localisée dans le Camp Militaire n°1, en plein Mexico, dans le bois de Chapultepec.

Le soi-disant « humanitaire » gouvernement mexicain est actuellement responsable de la disparition et de la détention de plus de 800 personnes pour des motifs politiques, situation qu'il nie totalement en réponse aux dénonciations, parlant uniquement de délits « de droit commun ». Les noms de quelques uns d'entre eux :

— Angel Manuel Herrera, 19 ans, étudiant, torturé.

— Mario Alvaro Cartagena Lopez, torturé et amputé d'une jambe, menacé d'autres amputations.

— Mariano Alvarado Martinez, torturé et castré.

— Violeta Tecla Parra, sequestrée à Monterrey avec 20 autres personnes.

— Ramiro Salas Ramos, Jose Fernandez Lopez Rodriguez et Alberto Lopez Herrera, séquestrés par la Brigada Blanca.

— Juan Antonio Mercado Espinosa, Xochitl Hernandez Castillo et Carlos Hedilberto Perez Lopez, arrêtés alors qu'ils collectaient des affiches de propagande du comité pour l'amnistie.

— Guillermo Hernandez Diaz, Filemon Cardoso Echeverria, Efraim Torres Fierro et Jose Mendoza Moreno, séquestrés lors d'une rafle de la police à la Maison de l'Étudiant à Acapulco.

— Jorge Enrique Sanchez Olivo et Rafael Aguirre Garcia, disparus et postérieurement accusés d'avoir fait exploser deux

grands magasins à Mexico.

— Rafael Villeda et Julia Bercera Amaro, torturés dans une prison clandestine.

— Jesus Piedra Ibarra, disparu depuis 1975...

Et beaucoup d'autres, dont les familles, pour leur majorité paysannes et isolées, n'ont pas même pu faire connaître les persécutions...

Devant une telle situation, en octobre 1977 s'est formé le Comité de Défense des prisonniers, persécutés, disparus et exilés politiques, composé surtout par leurs propres familles, dans le but de défendre leurs droits et exiger du gouvernement mexicain l'amnistie générale, ainsi que la présentation des disparus. Le silence a été la seule réponse du gouvernement, c'est pourquoi 80 personnes ont fait la grève de la faim pendant les derniers jours du mois d'août, le président devant présenter son rapport annuel le 1^{er} septembre, espérant ainsi faire pression sur lui pour qu'il accorde l'amnistie et présente les disparus, plus vraisemblablement morts que vivants, d'où son refus de les montrer et la négation même de leur existence. A cette grève menée devant la cathédrale de Mexico, en plein Zocalo, place principale de la capitale, le gouvernement a répondu par des intimidations, enfermant plusieurs grévistes dans la cathédrale et faisant entourer la place par les « granaderos », corps répressif équivalent aux CRS français.

Lopez Portillo, président du Mexique, s'est vu d'un côté obligé de parler d'amnistie, mais d'un autre côté, ayant la force pour lui, il s'est contenté d'un décret d'amnistie totalement inoffensif puisque parmi la vingtaine de personnes amnistiées, plusieurs étaient déjà en liberté et d'autres, comme Martinez Soriano, ex-recteur de l'université de Oaxaca et participant actif du mouvement démocratique, n'avaient pas été trouvés par la police.

Les intégrants du Comité ne sont pas prêts à se rendre de si tôt, et ont décidé de continuer leur lutte jusqu'à obtenir satisfaction à leurs demandes : amnistie totale, présentation des disparus. C'est pourquoi ils ont convoqué à une nouvelle grève de la faim pour le 17 novembre, faisant appel à toutes les organisations démocratiques, associations, syndicats, comités de quartiers et aux personnalités progressistes pour qu'ils leur apportent leur solidarité et leur appui dans leur lutte contre la répression et les abus du régime, qui n'hésite pas à violer les droits de l'homme les plus fondamentaux pour sauvegarder les privilèges de la minorité dominante du pays.

Secrétariat aux
Relations Internationales

Herbert LOTTMAN
ALBERT CAMUS

Ed. du Seuil

En vente à Publico

INFORMATIONS INTERNATIONALES

r.d.a.

LE VRAI VISAGE DU SPORT - Les anarchistes savent depuis longtemps que le sport sert de prétexte à un déchaînement de chauvinisme local, régional ou national. L'honneur (!) d'un pays est lié aux performances de quelques joueurs de balle ou de quelques pédaleurs et les foules manipulées applaudissent et sifflent selon l'appartenance nationale. On continue cependant à parler de la neutralité du sport et d'exalter les vertus morales qu'il engendrerait. Aussi remercions les communistes staliens de la RDA de proclamer bien haut que le sport ne peut pas, ne doit pas être neutre. On est inquiet, en RDA, à la pensée que, pour un futur match de football entre les équipes d'URSS et d'Allemagne fédérale, le public manifesterait sa sympathie pour les Allemands de RFA. Et voici ce qu'écrit le *Leipziger Volkszeitung* : « Si l'URSS et la RFA sont opposés en football, pour qui prenons nous parti ? Le football est-il une affaire de fair-play ? Une telle neutralité serait inadmissible chez les jeunes citoyens d'un pays qui considère l'URSS comme une nation sœur et qui est redevable à cette nation sœur d'être ce qu'il est. Quand deux équipes de football s'opposent, quand des athlètes mesurent leurs forces, voyons-nous seulement la une pure performance sportive ou ne voyons-nous pas plutôt le pays que ces sportifs représentent ? » Le sport : un moyen de la politique! Songeons au Mondial de Buenos-Aires... et nous pouvons prévoir ce que seront les Jeux Olympiques de Moscou. L'article du journal de Leipzig dissipe toute équivoque sur le véritable caractère du sport et des compétitions internationales.



MAIN D'OEUVRE POUR LES RUSSES - La presse de la RDA vient de fêter l'achèvement des 3000 km de conduites de gaz naturel depuis Orenburg en Sibérie, jusqu'à la frontière russo-polonaise. Elle a salué le courage des 10 000 garçons et filles est-allemands qui ont participé à la construction de cette « route de l'amitié ». Le « Comecon » dans sa 28^e session, avait décidé ces grands travaux : l'URSS fournissant les données géologiques et les plans techniques et les six pays satellites du Comecon devaient procurer la main-d'œuvre. La RDA assurait la construction de 500 km à travers l'Ukraine et Honecker avait ainsi « embauché » en 74 une dizaine de milliers de garçons et filles de la FDJ (jeunes communistes). Ces travailleurs forcés ont eu à subir des conditions climatiques très dures et ont accompli des promesses dans le domaine du dépassement des normes. Une page de plus à ajouter à l'exploitation des républiques populaires par l'URSS, avec la complicité des gouvernements communistes de ces Etats domestiqués.

allemande

HAMBURG - Dans le ML du 25 octobre, nous avons signalé le cas de Werner Hoppe qui, après 7 ans de détention - dont plusieurs années d'isolement, était à l'hôpital d'Altona dans un tel état critique que sa libération s'imposait. Tel est l'avis du professeur Rarel (de l'Institut de psychiatrie de l'université de Berlin) à la suite de son expertise du 25 octobre : « Le maintien de la détention de Hoppe le mettrait en danger de mort ». Cette expertise justifie la demande de mise en liberté déposé au début de septembre. Attendons - sans trop de confiance - la décision des autorités.

Une instruction est ouverte contre l'avocate Petra Rogge et l'avocat Köncke. Ils travaillent en collaboration avec l'avocat Groewold qui, en juillet, avait été reconnu coupable de livrer à ses clients des informations étrangères à la défense (en très petit nombre d'ailleurs, dit le jugement). Les deux autres avocats sont accusés d'avoir mis à la disposition de Groewold « des locaux, du papier et du matériel de photocopie et d'avoir ainsi apporté leur concours à une association criminelle ». Pour l'instant on ne les a pas frappés : interdiction professionnelle, mais au début de 79 le procès s'ouvrira. En attendant, on conçoit combien ces accusations ridicules portent de préjudice à ces deux avocats dans l'exercice de leur profession.

DORTMUND - Le dimanche 15 octobre se tenait une réunion des délégués des groupes d'initiative-FAU (anarcho-syndicaliste) : il s'agissait d'une conférence régionale réunissant une dizaine de camarades. A 9 h du matin, brusque irruption de 4 policiers qui, sous la menace de leurs mitraillettes, se sont fait remettre les papiers d'identité des présents, pour aller les contrôler dans leur voiture. Motif : il y avait eu des coups de feu tirés devant la maison (ce que personne n'avait perçu!). Un quart d'heure après, les papiers ont été rendus, la police s'est excusée de sa « méprise » et a souhaité aux camarades « un bon dimanche ». On ne peut qu'admirer l'astuce de ce procédé qui permet - par méprise! - de relever les identités précises de « terroristes » supposés, ce qui facilite la constitution de fichiers. L'opération observe les règles extérieures de la légalité, voire de la politesse... et il est évident que toute résistance de la part des victimes aurait eu des suites tragiques.

TOUJOURS LA CENSURE RIDICULE - Le célèbre paragraphe « 88 a » de la loi-muselière qui réprime toutes les atteintes à la constitution et à la participation à des « organisations criminelles », continue à faire parler de lui! A Cologne, le gérant de *L'autre boutique* est poursuivi pour avoir mis en vente des exemplaires du journal *Cologne révolutionnaire* : appel à la violence, dit l'accusation! A Fulda, Löchel a diffusé une brochure *Documentation sur la mort d'Ulrike Meinhof* en décembre 75 : arrêté pendant une semaine, soumis trois fois par semaine au contrôle de la police, il sera jugé prochainement à Francfort.

luxembourg

DU LIBÉRALISME AU CAPITALISME D'ÉTAT - La progression continue des résultats globaux des 150 banques du Grand-Duché de Luxembourg indique clairement que la crise nuit considérablement moins aux utilisateurs du Capital et à l'Etat qu'aux salariés eux-mêmes.

Sur un résultat global apparent (bénéfice brut) de 25 milliards de francs luxembourgeois (1 F.F. = 7,5 F.Lux.), la répartition approximative se fait ainsi par ordre d'importance :

— Provisions, réserves et bénéfice net : 13 milliards

— Impôts et taxes : 7 milliards

— Traitements et salaires : 5 milliards.

Avant le plein impact de la crise en 75-76, le revenu global atteignant péniblement 12 milliards. En 76-77 il grimpe à 20 et culmine actuellement à 25.

Le Luxembourg est considéré comme un « paradis fiscal ». Les effets paradisiaques paraissent patents mais diversément modulés ; au contraire des protagonistes de la fable, les deux larrons Capital et Etat s'empressent ici en voie de s'accorder pour gober l'huile bien juteuse... et couper les « poires » en deux.

belgique

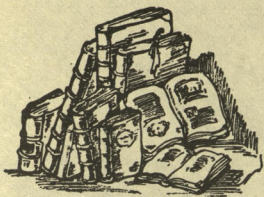
QUAREGNON - On sait que depuis le 17 août une centaine d'ouvrières de l'entreprise textile Salik ont occupé l'usine et, contre l'avis des syndicats FGTB (socialistes) et avec l'appui de la centrale CSC (chrétienne), ont assuré l'auto-production, remis en route la production de jeans et pratiqué la vente directe des pantalons fabriqués. Actuellement cette auto-organisation continue, la vente connaît un grand succès dans beaucoup de localités et même au Luxembourg. Il reste à régler le côté juridique, à fonder une coopérative, mais les ouvriers entendent bien diriger elles-mêmes leur lutte et gérer directement l'entreprise.

A quelques centaines de mètres de Quaregnon, 200 ouvriers des usines de tubes métalliques de Jemappes et de Nimy ont manifesté pour la défense de l'emploi. En effet, on parle de regrouper en une nouvelle société industrielle les quatre usines de tubes métalliques belges, Jemappes, Nimy et les deux autres en Flandre. Les ouvriers veulent obtenir des garanties de maintien de l'emploi, ces structures nouvelles s'accompagnant, comme on sait, de compressions de personnel.

espagne

AMENDE - Le texte que nous avons reproduit la semaine dernière dans notre journal, précisant la position de la CNT devant les manifestations antiterroristes organisées en Espagne, a valu à cette centrale une amende de 500 000 pesetas (environ 3 millions AF). Elle a été imprimée à nouveau et continue d'être placardée avec cette mention : « Cette affiche a été sanctionnée d'une amende en application de la loi antiterroriste ». A part ça, la démocratie continue...

* * *



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

La tragédie de l'émancipation féminine

de Emma Goldman

Edition Syros

VOICI un petit livre qui nous sera précieux. Les éditeurs publient certes deux textes d'Emma Goldman, La tragédie de l'émancipation féminine suivi Du mariage et de l'amour, mais ils nous donnent également une courte biographie de la militante anarchiste et une brève histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis. Et ce livre nous intéresse d'autant plus qu'une partie des structures de la Fédération Anarchiste ont été inspirées par l'école individualiste de l'anarchisme américain. Comme partout ailleurs, il existe, à la fin du siècle

dernier, deux branches de la pensée libertaire, une inspirée par un individualisme dont la proposition économique s'inspire de Proudhon et qui est représentée par Warren puis par Benjamin Tucker (c'est lui qui a inspiré les principes de base de la F.A.), l'autre, plus tardive, qui tire son origine de l'émigration, qui se réclame du communisme libertaire et dont le représentant le plus autorisé est Johann Most. Les quelques pages de la préface qui situe l'anarchisme américain, sont certes insuffisantes mais peuvent donner le goût de connaître mieux un mouvement qui, nous ne l'oublions pas, a donné les IWW. La biographie d'Emma Goldman, elle aussi, est instructive, car bien peu de ceux qui se réclament de la militante pourraient la définir nettement à partir de ses vues théoriques.

Emma Goldman est une émigrée juive russe. Sa rencontre avec Alexandre Berkman, dont j'ai déjà parlé à cette même place à propos de la réédition d'un livre, sera capitale. Elle fera la connaissance de Most qui la formera à la pensée anarchiste. Tout cela, l'ouvrage nous le raconte fort bien. On peut discuter du classement qu'on fait dans ces pages du courant libertaire auquel elle appartient. Emma Goldman ne fut pas une théoricienne, mais une remarquable propagandiste, et ceux qui l'ont connu ne manquent pas de nous rappeler son talent d'oratrice. En réalité, longtemps écartelée entre le collectivisme de Most et l'individualisme de Berkman, elle semble flotter entre ces deux courants au gré des circonstances. Il est vrai qu'elle se laissera prendre à l'illusion créée par la Révolution de 1917, Berkman aussi, mais parmi les militants de cette époque, rares sont ceux qui purent échapper à cette immense vague d'espoir qui souleva le prolétariat mondial. Avec Kropotkine, Emma Goldman et Berkman travailleront un moment au musée de la Révolution. A la mort du premier, ils quittent la Russie. Elle sera alors mêlée jusqu'à sa mort aux événements sociaux dans lesquels l'anarchisme international se manifeste.

Les textes que ce livre nous fait connaître, nous montre une Emma Goldman féministe luttant pour l'émancipation de la femme. Ces textes, c'est incontestable, ont vieilli. Pourtant ils nous sont familiers car ce furent ceux que nous entendîmes dans notre jeunesse de la bouche de militantes qui avaient connu Louise Michel. Ils ont au moins l'avantage de nous faire comprendre tout le cheminement de la pensée qui, au cours des ans, a abouti à la lutte actuelle pour la libération de la femme.

Bien qu'on puisse faire des réserves sur les courants de la pensée libertaire dans lesquels les éditeurs classent ces deux militants indissociables, Goldman et Berkman, (pour moi l'influence de Most sur Emma fut déterminante alors que Berkman a subi l'influence de l'individualisme organisateur de Tucker), ce livre fera connaître à nos militants une femme de grand cœur qui fait honneur à la pensée anarchiste.

LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

de Pierre BESNARD

(vol. 350 p. 39 F)

Prix de souscription : 33 F (franco de port)

Commandes à adresser à

Cercle d'études sociales libertaires

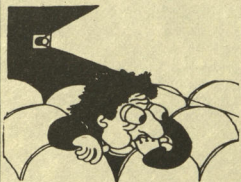
BP 121

25 014 Besançon Cedex

CCP 2025 65 T Dijon

En vente aussi à Publico

* * *



CINÉ-CLUB DU 19 JUILLET

7, rue du Muguet
Bordeaux

Samedi 2 décembre

LE LIMIER

de Joseph Mankiewicz

Un bourgeois traditionaliste trouve dans l'adultère de sa femme l'occasion de se livrer à un jeu criminel...

* * *

Samedi 9 décembre

SOUVENIRS D'EN FRANCE

de André Téchiné

Roman familial où sont révélées peu à peu les valeurs de la petite bourgeoisie. Une bonne mise en scène de l'évolution de la société française des 30 dernières années...

A chaque séance, un court-métrage et un reportage vidéo abondant différents thèmes touchant Bordeaux et sa région, seront projetés.

Transit

de Pierre PELOT

(Ed. Laffont, collection « Aujourd'hui et demain »)

LA science-fiction est une littérature riche, parcourue par de nombreuses tendances qui sont autant de courants idéologiques. La nouvelle génération des auteurs français de science-fiction exprime surtout l'angoisse devant l'avenir, la révolte contre la société, mais aussi l'espoir, un espoir profond et viscéral, celui d'un monde nouveau, plus humain.

Transit, c'est tout cela. C'est d'un côté une société oppressive, la société actuelle avec quelques années en plus. Une société dominée par deux ou trois blocs étatiques étouffant l'individu et « rendant les déviants aptes à la réinsertion sociale » grâce à l'appareil psychologique qui a tous les jours servi à renforcer le pouvoir en place. Cette société est plus particulièrement celle de l'argent, des grands trusts et des patrons riches auxquelss toute la société est subordonnée.

Pendant, d'un autre côté, on voit apparaître l'espoir. Un espoir fou, incontrôlé, qui contraste à l'intérieur de chaque chapitre avec l'impression d'étouffement ressentie lors des descriptions de notre société future. Cet espoir, c'est un monde nouveau, un ailleurs lointain mais accessible. C'est la société « libertaire ».

Là, le besoin n'existe pas, « on nourrit celui qui a faim, on abreuve celui qui a soif. Pourquoi l'envie existerait-elle ? ».

C'est une matérialisation de l'idéal libertaire : « une société planétaire basée sur des éléments structurels en perpétuel mouvement, sans qu'il soit à priori nécessaire pour cette société d'obéir à quelque règle figée que ce fut, sinon celles qui permettent à l'individu de conserver ou d'acquiescer toujours plus haut sa particularité spécifique... »

C'est la réponse à toutes les objections étatistes : « Qui s'occupe de la production ? de la distribution ? du transport ? Tout le monde. Ceux qui le veulent. Ceux qui ont envie de le faire, pendant un temps ou pour toujours... »

Et devant cet idéal à portée de main, c'est la peur des dirigeants de la société centraliste. Ils font leur possible pour cacher cette possibilité. Mais il subsiste une issue...

De par ce contraste entre les deux modes de vie, étatique et libertaire, le lecteur ne peut que mieux voir les défauts de la société dans laquelle nous vivons. Pierre Pelot stupéfié par sa verve libertaire, Transit, c'est un cri à la face de ceux qui croient que l'anarchie n'est qu'une utopie.

Jean-Paul

(Liaison FA—St.Etienne)

Lors de la composition de l'article *Persécutations contre l'Esperanto* (voir ML 289), une note a sauté. Elle précisait que ce texte est inspiré d'une conférence prononcée au mois de juin 1978 au groupe espérantiste de l'Aube. La documentation est puisée dans le livre *Esperanto en perspektivoj* de Ivo Lapenna.

VIENT DE PARAÎTRE

LA CRISE DE L'ANARCHISME

de Luigi Fabbri

Préface de Jean Barrué

Éditée par le groupe

Malatesta

En vente à Publico 7 F

Les casseurs du S.A.C. ne sont pas des terroristes, ils peuvent cogner impunément

DANS les petits villages de l'Aveyron, deux provocateurs s'étaient inventés un jeu très excitant qu'ils pratiquaient à la sortie des bals du samedi et du dimanche. Leur scénario était classique : J.-P. Bourgeaud, karatéka, et J. Hautcoeur, membre du SAC, commençaient par injurier leurs victimes, puis ils les rouaient de coups. Hautcoeur avait soin de clamer bien haut son appartenance au SAC afin de dissuader ceux qui auraient pu avoir le mauvais goût de vouloir porter plainte en justice.

Ainsi, dans la soirée du 30 juillet dernier, à Mauriac-de-Levezou (Aveyron), ils vont pratiquer leur petit jeu favori. Sur la route, ils agressent cinq jeunes éducateurs de l'ANFOPAR de Murret (Hte-Garonne) en les traitant de « sales gauchistes », entre autres injures. Puis, ils commencent à frapper. Mais ce qu'ils n'avaient pas prévu c'est que l'un des agressés, Jacques Andrievon, pratiquait la boxe avec une belle maîtrise. En quelques secondes, celui-ci mit les deux provocateurs hors de combat par trois ou quatre coups très précis.

En se relevant, Hautcoeur exhiba fièrement sa carte du SAC. Quelques jours plus tard, il déposait une plainte en justice pour coups et blessures.

Au procès, qui eut lieu à Millau le 17 novembre, le tribunal ommitt délibérément de placer l'affaire sur le terrain politique. Le SAC ne fut même pas évoqué et la présidente ne voulut voir qu'une rixe banale entre individus ordinaires. Finalement, Andrievon, qui n'avait fait que défendre ses copains agressés, se vit condamné à une amende de 400 F.

Cette brillante figure du SAC, Hautcoeur, et son acolyte auraient tort de se gêner en ne poursuivant pas leur petit jeu puisqu'ils sont absolument sûrs de l'impunité.

Dans notre belle république, V° du nom, le pouvoir judiciaire et le pouvoir politique sont indépendants... en théorie du moins!!

PANGLOSS

Théâtre

Changement à vue

Théâtre des Mathurins

IL est assez rare de contempler les acteurs sur leur lieu de travail. Les auteurs ne songent jamais, sauf aujourd'hui, à nous laisser observer le comportement de ces étranges humains qui font métier de nous divertir. Loleh Bellon, dans son étude-comédie, nous fait vraiment vivre dans les coulisses d'un théâtre. On joue Hamlet, pour un autre public, mais pour nous, aux Mathurins, nous sommes dans la loge commune des artistes; chacun d'eux va jouer sa propre vie de salarié du spectacle. Nous vivons avec les travailleurs du plateau, des artisans aimant leur métier avec la même conscience que les compagnons du devoir. Certains brilleront au firmament des vedettes, d'autres vivront d'espoir et, malgré les échecs, continueront à servir ce très beau métier. J'ai rarement assisté à une présentation aussi exacte de l'envers de la scène, les interprètent ne jouent plus, ils vivent.

Loleh Bellon a eu raison de ne pas chercher à bâtir une trame dramatique sur ce monde étrange. Les comédiens sont des êtres humains passionnants, et, même sans intrigue, leur vie quotidienne c'est déjà du théâtre. La richesse d'observation de l'auteur frise presque l'entomologie, ici on dissèque les artistes et ces examens successifs des participants nous font découvrir les problèmes extra-théâtraux mêlés à ceux de la scène et provoquant cette super-sensibilité des gens du théâtre qui les rend si sympathiques. J'ai été moins surpris de la perfection de cette pièce lorsque j'ai découvert que l'auteur était également interprète. Sa documentation est prise à bonne source. Comme cela se réalise parfois, il y a concordance totale entre cette tranche de vie et l'interprétation. Dès l'arrivée de l'habileuse jusqu'à son départ, nous vivons avec des artistes exécutant leur tâche coutumière. Hamlet est ailleurs mais eux prennent vraiment possession de nous. Suzanne Flon, c'est la reine Jeanne, mais qu'importe : c'est surtout la parfaite comédienne qui se fait contempler tout simplement en train de vivre. Mmes Max Viala et Anne Petit Lagrange sont au niveau de la reine. Que dire de plus ? L'auteur, vivant son rôle, est évidemment excellente. Gérard Darrieu, Max Viala, Jacques Rispal et Daniel Delprat forment un talentueux quatuor digne d'être admiré.

Francis AGRY

SOUSCRIPTION

PUBLICO CCP 11289 15 M PARIS

Cette souscription doit nous permettre de réunir 200 000 F afin de pouvoir changer de locaux, de continuer la formule du *Monde Libertaire Hebdomadaire* avec numéro spécial de 12 pages chaque mois.

Dans Athènes où les civils ont pris la trique des mains des militaires, la foule exige la libération de Jean Serifis

Comme nous le voyons, il s'agit d'une tactique devenue classique. Lorsqu'un régime de « colonels » est usé jusqu'à la corde et laisse la place, comme en Grèce, à une démocratie qui n'est pas le résultat de la lutte d'un peuple mais le remplacement d'une forme d'exploitation par une autre plus adaptée à la conjoncture, le jeu qui consiste à camoufler les échecs continue sous une autre forme. Sous la dictature ce sont les partis de gauche, communiste et socialiste, qui font les frais de la répression, dans les démocraties les partis de gauche, qui sont intégrés et qui ne pratiquent plus qu'une « opposition à sa majesté », cèdent la place à l'extrême-gauche révolutionnaire sur laquelle la répression s'abat. A son tour celle-ci sert de repoussoir et endosse les crimes d'une police, d'une armée, d'un gouvernement, d'un pouvoir « démocratique » qui doit, pour rester crédible, protéger sa « vertu » et n'hésite pas à camoufler les « erreurs » de son appareil de répression en opération de défense des libertés publiques. Et Jean Serifis, militant syndicaliste connu, est tombé dans les réts d'une police qui refuse d'assumer les responsabilités d'un meurtre dû à sa précipitation et à son manque de sang froid!

Et c'est parfaitement conscient de ces méthodes policières propres aux démocraties qu'une délégation du mouvement anarchiste international, composée d'un militant espagnol, d'un italien et de moi-même, se trouvait à Athènes le 20 novembre pour assister à l'ouverture du procès de notre camarade Jean Serifis!

De procès, il n'y en aura pas! Pour corser un dossier bâclé dont les « preuves » se retour-

LA semaine dernière, dans notre journal, nos camarades qui sont chargés des Relations Internationales de notre Fédération Anarchiste, nous relaient les péripéties de ce qu'à Athènes on n'hésite pas à comparer à une nouvelle affaire Dreyfus. Je ne reviendrais pas sur les détails, il suffit de se rappeler que Jean Serifis, militant syndicaliste révolutionnaire, est accusé d'avoir, à la suite d'un échange de coups de feu, tué un de ses camarades. Accusation ridicule et odieuse, Cassimis a été

nent contre les flics assassins, l'accusation a fait appel à des « moutons », c'est-à-dire des condamnés en fuite ou libérés récemment qui essaient de se redonner une virginité en jouant le rôle d'indicateurs complaisants. Procédés de basse police, unanimement méprisés par ceux mêmes qui y ont recours et qui manient leurs « témoins » avec des pincettes! Mais un de ceux-ci sera absent à l'audience. Peu pressé de réciter sa « leçon » devant l'accusé et ses avocats, il a pris le large et la suspension du procès, simplement modifiée par l'absence d'un témoin douteux, recruté parmi la pègre, donne à penser de la valeur des autres « preuves » réunies par l'accusation!

A Athènes, un « Comité de défense de Jean Serifis » s'est constitué, qui rassemble toutes les organisations d'extrême-gauche et auquel participe activement les groupes anarchistes de la région. Ce comité a lancé un appel à la solidarité internationale auquel le mouvement anarchiste a répondu à peu près seul, en envoyant une délégation en Grèce. Le report du procès allait changer les projets du comité. La conférence de presse était reportée et une manifestation de protestation était organisée le lendemain devant l'univer-

siété. Dès cinq heures du soir une foule, en majorité des jeunes, afflue sur la place, portant des calicots réclamant la libération de Serifis. Les orateurs des différents courants qui composent le comité de défense se succèdent au micro où se trouve, au milieu des militants, la compagne du prisonnier. La place est bientôt noire de monde, la police restera camouflée, évitant les incidents. Le camarade espagnol Ramon Liarte et moi-même clouteront les interventions. Liarte, qui apporte le salut de l'A.I.T., convie les travailleurs à s'organiser sur la base de l'entreprise de façon à fédérer les syndicats autonomes et à constituer une organisation anarcho-syndicaliste. Pour ma part, après avoir dénoncé les agissements de la police pour couvrir ses « bavures », je m'étonnerais de l'absence des socialistes et des communistes à la manifestation, alors qu'il y a peu de temps ils faisaient appel aux travailleurs pour arracher la libération de leurs prisonniers. Enfin, en quelques mots, j'expliquais que la répression est une méthode de gouvernement, quelque soient les structures de l'Etat et que la solution à l'exploitation de l'homme par l'homme passe par la révolution et l'établissement du socialisme libertaire. Et j'ajoutais que la solidarité nécessaire pour arracher des mains de la justice de classe un innocent, était le prélude à une solidarité encore plus large qui devait arracher tous les hommes à l'emprise du système capitaliste et à ses moyens de répression, la police et l'armée.

Le report du procès, la défaillance d'un « témoin » bidon, l'impact de la manifestation, dont toute la presse a parlé le lendemain, est un premier succès pour le Comité de défense de Jean Serifis. Mais c'est un succès bien mince. La ficaille

est trop engagée pour reculer et perdre la face. La tâche du Comité doit continuer et s'étendre par delà les frontières. Déjà des personnages « bien sous tous rapports » ont signé des listes de protestation. Dame! La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a! Mais c'est insuffisant! Nos camarades anarchistes d'Athènes l'ont bien compris et ils sont au cœur de l'action pour défendre un travailleur qui a beaucoup de points communs avec eux.

Le mouvement anarchiste grec est un mouvement jeune et dynamique, qui manque de tradition, ce qui est à la fois un bien et un mal. Un mal parce que la tradition constitue une assise pour la propagande, mais un bien car ces jeunes camarades épouseront plus facilement leur temps et feront l'économie d'effortements auxquels nous, les mouvements plus mûrs, ligotés par la tradition, nous n'avons pas toujours échappé. C'est d'ailleurs ce que je leur ai dit et c'est ce qu'ils ont bien compris, et cela se lit sur les murs de la ville qu'ils ont recouverts de leurs affiches. Le travail qui les attend est considérable. La Grèce est un pays pauvre où l'industrie est rare, et qui, comme tous les capitalismes en développement, sacrifie les conditions d'existence du peuple à l'équipement, l'industrialisation, source de profit, et cela risque de durer car les nécessités de tout sacrifier à l'accumulation du capital n'est pas seulement une théorie chère au système capitaliste mais également aux marxistes qui se posent en successeurs de la démocratie bourgeoise. Une paysannerie traditionnelle aux revenus médiocres et qui compose une grosse partie de la population, est encore enlignée dans les confessions religieuses. Le prolétariat des usines est dans les mains d'un parti communiste resté sta-

linien et auquel il faut s'opposer par la force si on veut être respecté de lui. Enfin un parti socialiste, composé de professeurs, vrais ou faux intellectuels, de cadres administratifs et de petits bourgeois libéraux, joue à la révolution dans les salons de la capitale. En réalité, comme son économie, les mœurs politiques de la Grèce ont gardé un peu de la brutalité de la vie politique de l'entre-deux guerres et la bourgeoisie musclée et réactionnaire ressemble à celle de l'Espagne d'après-franquisme.

Naturellement, il est nécessaire que ce jeune mouvement anarchiste grec se mêle à l'action quotidienne des travailleurs qui luttent pour leur émancipation. Ça ne sera pas facile car les organisations syndicales classiques, bien différentes de celles que nous connaissons en occident, sont soit à la solde de l'Etat, à la solde du patronat, soit dans les mains des partis de gauche. C'est ce qui explique le développement des syndicats autonomes dont Jean Serifis fut un des animateurs, et il est certain que nos camarades anarchistes vont s'orienter dans le sens de la fédération de ces luttes ouvrières. Mais ce dont a besoin le peuple grec, c'est d'une vision claire des conditions de son exploitation et des moyens d'y mettre un terme, et seule la réflexion libertaire peut donner une réponse à ces questions et la solidarité internationale doit l'aider dans les luttes difficiles qui l'attendent.

C'est ce à quoi je pensais lorsque par cette première journée d'hiver, je survolais cette terre qui fut autrefois le berceau de l'humanisme mais également une terre que les iniquités et les guerres ont abreuvé de sang. La Grèce antique est le contraste entre la raison et le crime. L'histoire retient plus Socrate qu'Alexandre et en tous cas essaie de conférer à Alexandre les vertus de Socrate. Je crains bien qu'il en soit de même aujourd'hui et que, depuis l'Europe, lorsqu'on regarde la Grèce libérée des colonels, on ne voit que les mots qui camouflent des réalités plus cruelles. Cet état d'esprit permet de masquer derrière les mots démocratie, littérature, culture, l'exploitation d'un peuple fier et qui fut de tous temps exploité par des guerriers ou par des bourgeois se réclamant de la démocratie.

L'avion tourne sur la ville, se dirige vers le Pirée avant de fonder sur les murs. Ces temples qui sont au cœur de la ville et dressent leurs colonnes sur la colline, ce sont des hommes qui les ont construits. A côté de cette beauté formelle, il y a l'effort humain et la misère d'un peuple. Oui, l'avion tourne et là-bas, au loin des cheminées d'usines, ce sont les colonnes modernes qui, elles aussi, dégagent un style, celui de notre temps, et ces usines, monuments de notre époque, comme les monuments de l'histoire, conservent dans leurs pierres la trace des souffrances des hommes.

L'effort est dur, mais en luttant pour arracher Jean Serifis des mains visqueuses d'une justice de classe, nos camarades qui constituent les groupes libertaires de Grèce plantent les premiers éléments d'une société où la beauté et l'effort cessent d'être opposés dans un système de classe, mais se complèteront dans une société libertaire qui donnera un commencement de réalité à la vraie Grèce, celle des Stoïciens et des Epicuriens!

Maurice JOYEUX

Editorial

(suite de la page 1)

L'Europe du Capital en bonne voie...

Cela signifie donc que la politique budgétaire et monétaire sera de plus en plus étroitement contingente par la situation économique des partenaires européens, en même temps que tout pays, membre de la Communauté, qui se trouverait en proie à des difficultés exceptionnelles serait fondé à trouver auprès de ses voisins aide et assistance. Il s'agit ni plus ni moins de la construction de l'Europe du Capital. La réussite d'une telle opération condamnerait l'opposition de chaque pays à poser les revendications concernant la politique économique d'austérité, non plus dans sa propre capitale, mais directement à Strasbourg. Cela veut dire aussi que les luttes ouvrières auront de plus en plus de difficultés à aboutir, puisque toute perte de bénéfices et de production, en cas de conflit social prolongé, pourra être comblée au-delà des frontières nationales, par tout un système de transfert de capitaux et d'activités. L'exemple du *Parisien Libéré* imprimé en Belgique pourrait bien se renouveler et se multiplier.

Cette Europe-là, nous sommes évidemment contre. Rien d'autre que la volonté de sauver le capitalisme de sa crise ne justifie sa construction. Le PS s'apprête, une fois de plus, à trahir la cause de la classe ouvrière. Mais l'a-t-il jamais réellement défendue?

Il nous faut être de plus en plus conscients que la naissance de cet organisme européen va obliger le mouvement ouvrier à une révision de l'ensemble de sa stratégie syndicale. Il faut comprendre, de toute urgence, que la lutte contre le gouvernement et le patronat de son propre pays va passer par la lutte conjointe contre l'ensemble des gouvernements et des patrons de la CEE. Une raison de plus de renforcer la solidarité internationale entre exploités, par-delà ces frontières qui se dressent si facilement devant les hommes, mais qui s'effacent si volontiers devant les capitaux.

Mais quand on veut se battre contre cette construction européenne, il convient d'éviter plusieurs pièges. Bien sûr, il faut refuser de participer à cette consultation électorale, fût-ce sur le thème des « Etats-Unis Socialistes d'Europe » comme s'apprent à le faire l'extrême-gauche trotskiste et les écologistes. Mais surtout, il faut éviter de se placer sur le terrain de ce chauvinisme imbécile, qu'il soit paré de l'étiquette RPR ou PCF!

Le rapprochement des peuples entre eux nous intéresse au plus haut point. Mais nous ne voulons pas entendre parler de ces simulacres de pacification qui ne sont là que pour préparer plus tranquillement et avec plus d'atouts le prochain conflit mondial. A cela, une seule réponse : le boycott de ces élections et la continuation de la lutte quotidienne pour le renforcement de la classe ouvrière sur le plan européen... et mondial.